
Une économie soutenable

Jean-Marie Harribey

in Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ?*,
Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin,
Paris, La découverte, 2001, p. 202.

Le XX^e siècle s'est achevé sur fond de réorganisation complète du capitalisme. La crise structurelle des années soixante-dix avait été marquée par une chute des taux de rentabilité du capital et d'accumulation. Le rétablissement des profits fut obtenue par la précarisation du salariat, la montée du chômage et la compression des salaires relativement à l'évolution de la productivité. La liberté totale de circuler accordée aux capitaux accéléra le mouvement de financiarisation qui signifie la subordination de l'économie aux exigences immédiates de valorisation des titres et de versement de dividendes aux actionnaires. Les conséquences sociales sont la recrudescence de la pauvreté à l'intérieur des pays riches et l'impossibilité d'éradiquer la misère dans les régions les plus déshéritées soumises aux pressions des capitaux privés ou des organismes internationaux imposant des plans d'ajustement structurel. Dans le même temps, sont apparues les conséquences écologiques d'un développement économique mû par la seule recherche du profit, sans aucun égard pour les écosystèmes ni pour le bien-être des générations futures : épuisement des ressources non renouvelables, pollutions de toutes sortes, déséquilibres climatiques, catastrophes agricoles, industrielles ou maritimes sont directement liés à l'évolution d'un système économique inhumain et véritablement contre-nature.

Malgré cette double impasse sociale et écologique, le XXI^e siècle avait commencé dans un climat d'euphorie. Une « nouvelle économie » était née : une révolution informationnelle bouleversait les processus productifs au point de

promouvoir une production ne nécessitant plus d'avoir recours à la transformation de la matière, la productivité faisait un bond, les richesses foisonnaient grâce à des secteurs nouveaux où les start up créaient de la valeur à partir de rien, surtout sans travail devenu inutile. Et, pour couronner le tout, le capital avait devant lui un espace infini d'accroissement dans lequel chacun était invité à prendre sa part via la Bourse ; dès lors, la lutte des classes était bel et bien morte et enterrée.

L'euphorie fut de courte durée et les incantations à la croissance économique ont repris en oubliant les recommandations en faveur d'un développement soutenable ou durable. Ce concept prend en compte « les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs¹ ». Il fut officialisé par les nombreuses conférences internationales de l'ONU depuis celle de Rio de Janeiro en 1992. Adopté formellement par la plupart des gouvernements, il tarde cependant à trouver une application pour deux raisons principales. D'abord, pris au pied de la lettre, un développement soutenable n'est pas compatible avec la logique de l'accumulation du capital. Ensuite, les écarts de développement dans le monde sont trop importants pour qu'un consensus se dégage facilement sur les priorités à retenir : les élites des pays émergents sont réticentes à accepter des normes environnementales qui freineraient le développement rapide de leurs pays et donc leur propre enrichissement, tandis que les pays riches se dispenseraient d'accomplir les plus gros efforts pour lutter contre les pollutions.

Tous les projets de traités internationaux et résolutions se réfèrent désormais au développement durable mais non sans ambiguïtés. Personne ne sait plus ce qui doit être durable : ce développement socialement et écologiquement dévastateur et qui dure déjà dans les pays riches depuis deux siècles, ou bien un développement qualitatif d'une tout autre nature ? « Notre niveau de vie n'est pas négociable » affirmait brutalement le Président Bush à Rio en 1992 en réponse au « notre mode de vie doit être révisé » du rapport Brundtland. Tel est bien l'enjeu : élaborer un mode de vie qui soit soutenable pour les générations présentes et futures². Ce chapitre en éclaire trois

¹ G.H. BRUNDTLAND, *Notre avenir à tous*, Rapport de la CMED, Montréal, Fleuve, 1987, p. 51

² Voir J.-M. HARRIBEY, *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998 et « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? », *Le Passant Ordinaire*, n° 33, février-mars, 2001.

aspects. Pourquoi la croissance économique capitaliste conduit-elle à une impasse à long terme ? En quoi le modèle libéral de gestion de la planète est-il dangereux ? Vers quelles finalités de la production et du travail se diriger ?

L'impasse de la croissance capitaliste à long terme

Le développement économique impulsé par le capitalisme se heurte à des contraintes écologiques jusque-là ignorées ou sous-estimées et qui ne sont pas encore intégrées dans la réflexion et l'action politiques. Au mieux, des professions de foi en soutenabilité sont affichées publiquement de manière très générale, notamment sous la pression d'une opinion traumatisée par des crises du type de la vache folle ou des marées noires, mais sans qu'elles infléchissent véritablement l'ensemble des orientations économiques, en matière de politique industrielle, de politique énergétique, de modèle agricole ou de mode de transports. Faire comme s'il était encore possible de mener sur de longues périodes une croissance forte de la production, quels que soient la qualité de celle-ci, l'ampleur des déchets qui en résultent, son caractère privé ou public, marchand ou non, etc., ne peut que conduire à l'approfondissement de la crise écologique. Si les préoccupations du long terme ne commencent pas à être intégrées dans les politiques de court et moyen terme, les premières n'ont aucune chance d'être prises en compte un jour.

L'échec de la conférence de l'ONU à La Haye en novembre 2000 sur les changements climatiques montre qu'il deviendra de plus en plus difficile de poursuivre une augmentation de la consommation d'énergie qui reste liée – malgré une baisse de l'intensité énergétique de la production³ – à la croissance économique, et, simultanément, de contenir, sinon éviter, le changement du climat. À Kyoto en 1997, 38 pays industrialisés s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en 2012 par rapport à 1990. Or, ces objectifs sont déjà compromis puisque les principaux pays avaient dépassé en 1998 de 6 à 11 % leur niveau de 1990. Le refus américain de faire aboutir le protocole de Kyoto aggrave encore la situation. L'Union

européenne qui devait réduire de 8 % ses émissions ne pourra faire mieux qu'une réduction de 1,4 % si la tendance actuelle n'est pas modifiée⁴.

Le risque d'épuisement de certaines ressources naturelles ne peut plus être considéré comme le symptôme d'une peur malthusienne. Refuser de le prendre en compte constituera de plus en plus un déni de réalité. Appeler de ses vœux et promouvoir une croissance forte sans examiner les répercussions qu'elle peut avoir sur l'état de la planète ne peut que conduire dans l'impasse, tant pour les populations les plus démunies actuellement que pour les générations futures.

La croissance soutenable et durable dont parlent beaucoup de rapports officiels⁵ n'a rien à voir avec son caractère supportable ou non à long terme, mais traduit le souhait qu'elle dure le plus longtemps possible, à des taux que le monde capitaliste n'a d'ailleurs jamais connus dans la durée⁶, ou qu'elle se déroule sans inflation grâce au niveau élevé d'un taux de chômage dit naturel. Une telle vision contribue à délégitimer davantage la notion même de développement économique dont les dégâts se révèlent de plus en plus dévastateurs parce que les progrès de la productivité du travail ne sont envisagés que pour perpétuer indéfiniment l'augmentation de la production, à partir d'une conception du progrès assimilé à la hausse de la consommation marchande.

Le développement de l'emploi et la résolution de tous les problèmes sociaux sont traditionnellement vus exclusivement à travers la problématique de la croissance économique que partagent, au-delà de leurs différences, le keynésianisme et le libéralisme. Les deux variantes de cette problématique sont inadaptées aux conditions matérielles actuelles du développement humain car contraires à une conception du bien-être orientée vers la qualité de la vie et répondant aux exigences de justice et de solidarité. Certes, la variante keynésienne et la variante libérale ne peuvent être renvoyées dos-à-dos car la première a joué un rôle important jusqu'à une date récente

³ OCDE, *Perspectives de l'environnement*, Paris, 2001 p. 23

⁴ CCE, *Rapport au titre de la décision 1999/296/CE du Conseil relative à un mécanisme de surveillance des émissions de CO₂ et des autres gaz à effet de serre dans la Communauté*, Bruxelles, COM (2000) 749 final, p. 7 et 27.

⁵ J. PISANI-FERRY, *Plein emploi*, Rapport du CAE, Paris, La documentation française, n° 30, 2000, pp 79 et 105.

⁶ A. MADDISON, *L'économie mondiale, 1820-1992, Analyse et statistiques*, Paris, Études du Centre de développement de l'OCDE, 1995.

pour dénoncer le dogme de l'austérité, tant salariale que budgétaire et monétaire, appliqué par tous les gouvernements européens sous les exhortations de l'OCDE, des banques centrales indépendantes et plus récemment de la Banque centrale européenne, et sous l'œil menaçant des marchés financiers. De plus, les nombreuses créations d'emplois de 1998 à 2000, en Europe et particulièrement en France, ont démenti l'idée selon laquelle tout lien serait rompu entre croissance et emploi et entre politique macroéconomique en faveur de la croissance et emploi. Néanmoins, beaucoup d'éléments pèsent pour prendre des distances avec la problématique exclusive de la croissance et poser le problème social non plus seulement en termes de niveau de richesses à produire mais davantage en termes de qualité de la production et de répartition des richesses produites, et, plus précisément, en termes de répartition des gains de productivité. L'exceptionnelle croissance des États-Unis pendant la décennie 1990, que tous leurs concurrents enviaient, s'est révélée très coûteuse en termes de pollutions et, de plus, sa fragilité apparaît ouvertement en 2001 car elle repose sur un modèle « social » qui affiche sa préférence pour la finance.

Le danger du modèle libéral de gestion de la planète

En matière d'environnement, la croyance libérale aux vertus du marché est similaire à celle qui prévaut en matière de lutte contre le chômage. Les prix qui se forment sur le marché ne tiennent pas compte des effets (les externalités) négatifs : le prix du porc ne contient aucune contrepartie de la pollution des nappes phréatiques. Que faire pour réintroduire (internaliser) le coût de la réparation du dommage dans les coûts de production et les prix ?

Le premier moyen est d'imposer une taxe en vertu du principe du pollueur-payeur. L'optimum est de nouveau atteint lorsque l'écotaxe vient se fixer au niveau de l'écart entre le coût privé et le coût global intégrant le coût des dommages infligés à la collectivité. En modifiant les prix relatifs des produits, elle corrige l'affectation des ressources de façon à retrouver une situation optimale. Les taxes étant répercutées sur

le prix du produit final vendu au consommateur, celui-ci est invité à réorienter ses choix.

Un deuxième moyen est de créer un nouveau marché sur lequel les entreprises échangeraient des droits de polluer émis par les autorités nationales ou internationales. Le marché, coupable d'avoir négligé la nature, retrouverait sa vertu en répartissant au mieux sur la planète les droits de polluer. Comment cette proposition est-elle justifiée par les libéraux⁷ ? Dans un système concurrentiel, les agents économiques échangent biens, services et permis de polluer jusqu'à ce que plus aucun n'y trouve avantage sans nuire à un autre. Le marché n'avait pas produit spontanément la pollution zéro à cause de l'absence de propriété privée sur les biens naturels. En instaurant des droits de propriété sur l'atmosphère, l'eau et les océans, leurs propriétaires sauront les préserver. Mais comment privatiser l'air ? La trouvaille libérale consiste à créer des droits d'utilisation au travers de droits de polluer qui équivalent à des droits temporaires de propriété.

Si un marché de droits à polluer est créé, ceux-ci auront un prix qui, comme tout prix, sera relatif à d'autres prix. La théorie économique orthodoxe affirme que les prix relatifs des biens se fixent en proportion des satisfactions marginales relatives retirées de leur usage. Ce qui implique de pouvoir mesurer leur utilité respective. Or, c'est impossible. Comment, *a fortiori*, mesurer l'utilité de l'air, celle du climat, etc. ? Les ressources indispensables à la vie ne ressortissent pas à l'économie, mais à des valeurs qui se situent dans l'ordre de l'éthique et de la politique. Toute justification économique de leur appropriation privée est donc une imposture intellectuelle.

Mais l'absence de droits de propriété n'est-elle pas pire que leur présence puisque tout le monde peut polluer sans restriction ? D'abord, les libéraux confondent absence de propriété et propriété collective, et, en prônant la privatisation des biens collectifs et du patrimoine inaliénable de l'humanité, ils ouvrent un nouveau champ à l'accumulation du capital par la dépollution de ce qui aura été pollué auparavant. De plus, quand il n'y a pas de solution du côté de l'économie, il faut en chercher du côté de la politique, c'est-à-dire du débat démocratique qui, seul, peut faire reculer le tout

⁷ R.H. COASE, « The problem of social cost », *The Journal of Law and Economics*, 3^e année, 1960

nucléaire, le tout camion et le tout McDo. Le marché ne peut pas conduire à une solution collective optimale et la préservation des conditions de la vie sur la terre sera le fruit d'une construction sociale consciente et non laissée au hasard ou aux caprices de la Bourse.

Cela conduit à douter fortement de la légitimité de l'évaluation monétaire des éléments naturels et de la légitimité de cette mesure par le coût monétaire de la réparation des dégâts. D'autant plus que le principe du pollueur-payeur, *a priori* tout à fait défendable, peut s'opposer au principe de précaution. En effet, la compensation monétaire d'un dommage causé à la nature n'intervient que lorsque la capacité naturelle des écosystèmes à assimiler les déchets est dépassée. Et cela contribue à abaisser ce seuil pour la suite, dans un processus de détérioration inexorable parallèle à la compensation monétaire.

L'impossibilité d'évaluer monétairement les éléments naturels non produits, autrement qu'en calculant le coût de production de leur exploitation économique ou le coût de production de la réparation des dommages qui leur sont causés, s'explique parce que la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, contrairement à ce que prétendent les économistes néo-classiques qui feignent de s'offusquer que l'économie politique classique ait délaissé la « valeur » de la nature. Si la lumière du soleil, l'air et l'eau purs, ou tout autre ressource, conditionnent la vie, et si l'on part de l'idée qu'ils auraient une valeur économique intrinsèque, alors celle-ci ne pourrait être qu'infinie. Or, une valeur économique ou un prix infinis pour des biens ou services disponibles sont des non-sens. Une telle erreur peut être commise parce que la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est rejetée par les économistes néo-classiques qui assimilent les deux notions, sans voir que la valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur d'échange mais que la réciproque n'est pas vraie. La lumière du soleil possède une valeur d'usage indispensable pour faire pousser du blé et, pourtant, le prix du blé ne contient pas la « valeur » d'échange de la lumière solaire qui n'a aucun sens. Le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais n'a pas de valeur d'échange, tandis que le lait en poudre mis dans le biberon a une valeur d'usage et une valeur d'échange. Ainsi, Aristote, Smith, Ricardo et Marx avaient bien pressenti que toute richesse n'était pas nécessairement valeur.

De ce fait, un prix de droit de polluer éventuel ne serait pas un prix économique qu'un marché omniscient fixerait ; ce serait obligatoirement un prix socio-politique qui résulterait de la norme de pollution à ne pas dépasser retenue par la société, et cette norme elle-même reflèterait les rapports de forces dans la société, les représentations collectives et les systèmes de valeurs.

Quelles finalités de la production et du travail ?

Le capitalisme est fondé sur l'exploitation de la force de travail. Mais, sans l'exploitation aveugle de la nature, la première n'aurait pas eu de support matériel. La lutte pour un mode de vie soutenable à long terme contient donc deux aspects indissociables, social et écologique, car ce sont les plus pauvres qui, partout, souffrent le plus d'une mauvaise alimentation, de la pollution urbaine et des manques d'eau potable, de logements, de soins ou d'éducation. Se trouvent ainsi posées les questions des finalités que la société détermine pour le travail humain et l'activité productive, et celles de la répartition équitable des richesses produites ou bien puisées dans la nature.

La définition du développement qui sert de référence, que l'on doit à François Perroux, est incohérente. Celui-ci disait que la croissance économique était une condition nécessaire mais non suffisante du développement humain. Or, on ne peut pas simultanément prétendre que la croissance et le développement se différencient par les aspects qualitatifs que le second comporte, et dire qu'à partir d'un certain seuil de croissance, celle-ci engendre, par effet de diffusion, des retombées bénéfiques à tous les êtres humains : la croissance, condition nécessaire, se transformant avec le temps en condition suffisante du développement, la distinction entre les deux notions devient alors sans objet.

Certains auteurs découvrent aujourd'hui que le PIB est un indicateur ne prenant en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au

contraire, intégrant bon nombre de nuisances⁸. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur et leur tort est d'imputer la responsabilité des tares des indicateurs monétaires aux penseurs (Smith et Marx notamment) qui en ont fourni l'élément fondamental de la critique.

La richesse ne se réduit pas au PIB, mais le travail domestique et les besoins de paix, de solidarité, de liberté, de démocratie et les activités les satisfaisant ne peuvent et ne doivent être mesurés monétairement pour compléter le PIB. En somme, l'indicateur du PIB n'est pas faux. Il représente la valeur monétaire, c'est-à-dire une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail.

La confusion règne au sujet du productivisme très souvent défini comme la production sans autre finalité qu'elle-même. Or, le productivisme n'est pas la production sans cesse croissante de valeurs d'usage mais de valeurs marchandes susceptibles de valoriser le capital. La preuve en est que les capitalistes cessent d'investir lorsque leurs perspectives de profit s'amenuisent. Il s'ensuit que le renoncement à la croissance productiviste n'est pas un renoncement au progrès humain. La croissance souhaitable est celle des services qualitatifs dont les besoins sont immenses comme l'éducation ou la santé, et celle des biens et équipements nécessaires à leur réalisation. La croissance dont il serait raisonnable de commencer immédiatement la décélération est celle qui porte le plus atteinte à l'environnement (transports individuels, agriculture intensive) ou qui ne profite qu'à une minorité de privilégiés dans le monde (plutôt l'eau potable gratuite pour tous que le téléphone portable). La question du rythme de la croissance est donc inséparable de celle de son contenu qualitatif et de sa répartition.

La décision d'affecter à telle ou telle priorité les gains de productivité relève d'un choix collectif dans lequel le point de vue et l'intérêt des « sans » – sans emploi,

⁸ Voir D. MEDA, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, Paris, 1999, et P. VIVERET, *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étape de la mission « nouveaux facteurs de richesse » au Secrétaire d'État à l'Economie Solidaire, Paris, 2001.

sans qualification, sans logement, voire sans terre, sans eau, sans soins ou sans éducation – seraient privilégiés, et qui, en aucun cas, ne devrait être soumis à la logique de la rentabilité et laissé à l'arbitraire du marché. Fixer comme objectif le plein emploi en répartissant le travail à accomplir entre tous est révélateur d'une certaine conception du travail et de sa place dans la société, de la répartition des richesses issues de ce travail et du mode de développement dans lequel elles sont produites. En bref, l'objectif du plein emploi et l'utilisation des gains de productivité renvoient aux rapports sociaux à transformer au nom d'une certaine exigence de justice, tant à l'égard des laissés-pour-compte aujourd'hui qu'à celui des générations futures.

Imaginer un modèle de développement humain qualitatif et équitable implique de reformuler les choix concernant la propriété et les relations entre les sphères marchande et non marchande. Le libéralisme et le social-libéralisme considèrent l'activité marchande comme la seule productive et l'activité non marchande comme parasitaire, l'emploi dans la première ayant seul une légitimité. En réduisant la valeur d'usage à la valeur d'échange, les libéraux concluent que le bien-être ne peut passer que par la maximisation de la valeur d'échange, c'est-à-dire par la marchandisation du monde et le recul des services publics. L'improductivité des activités non marchandes et l'éviction des activités privées par les activités publiques font partie des mythes propagés par le libéralisme. Autant de mythes, autant de mystifications. L'activité capitaliste produit des marchandises constituant de la valeur marchande dont une partie – le profit – est appropriée par les propriétaires du capital. Au contraire, par convention sociale, l'activité publique ne produit pas de valeur marchande ni de profit appropriable, mais elle produit des valeurs d'usage, c'est-à-dire de la richesse utile socialement.

La réhabilitation des services non marchands ainsi que des services publics ayant un caractère marchand est donc un élément essentiel de la promotion d'un mode de vie soutenable. Parce que le développement de la santé, de l'éducation, de la culture, de transports collectifs, etc., contribue à une amélioration décisive du bien-être des populations qui ne se réduit pas à une évaluation monétaire. Et aussi parce que la sauvegarde et l'extension de ces services sont des moyens en faveur d'une plus grande

solidarité et d'une cohésion sociale renforcée qui ouvrent la voie à une transformation des rapports sociaux.

À côté de l'élargissement du secteur non marchand et des services publics, l'imposition de normes de qualité dans l'agriculture et l'industrie, la répartition équitable des gains de productivité et leur affectation prioritaire en réduction du temps de travail au fur et à mesure que les besoins fondamentaux sont satisfaits pour tous, sont autant de moyens de desserrer les contraintes de la croissance économique sur l'environnement. Si le découplage du progrès humain et de la croissance – qui ne peut être éternelle – est amorcé dans les pays riches, alors l'accès des populations les plus pauvres dans le monde aux ressources naturelles sera moins difficile et la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels sera davantage possible. L'affirmation de nouvelles solidarités internationales entre les peuples est à ce prix.

Cependant, la déconnexion progressive entre progrès humain et croissance économique est infaisable au sein d'un système dont la raison d'être est l'accumulation infinie du capital. Il s'agit donc bien de préparer une économie soutenable qui serait un après-capitalisme. Dès lors, la réflexion économique ne peut plus être séparée des choix d'organisation sociale. Libéralisation du travail, appropriation et marchandisation du vivant d'une part, et libération du travail et insertion de l'activité humaine dans la biosphère d'autre part, forment aujourd'hui les deux termes d'une alternative cruciale pour l'avenir de l'humanité. Une économie soutenable est-elle une utopie irréaliste ? Beaucoup moins que de croire qu'il est possible de perpétuer un monde d'inégalités, d'aberrations sociales et écologiques, de violences et de mépris de la vie. S'orienter vers une société plus respectueuse des êtres humains, plus économe des ressources naturelles, plus frugale peut-être et donc moins grosse – ou obèse – de PIB, mais plus riche en temps libéré, est le seul pari réaliste.

Il est vraisemblable qu'une économie soutenable implique une transformation des rapports sociaux, vieille utopie de l'avant-dernier siècle toujours aussi actuelle, et la reconstruction d'un imaginaire autour d'autres valeurs que celle de l'accumulation.